

***Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et
l'environnement***

**Conseil d'administration provisoire
Séance du 19 juin 2020**

Délibération n°2.2

Le 19 juin 2020, le Conseil d'administration provisoire de l'Institut Agro s'est réuni sous la présidence de Monsieur Dominique CHARGE, en visioconférence.

Nombre de membres en exercice :28

Nombre de présents :20

Membres représentés (procuration) :7

Quorum :14

Point 2 – Formation et Recherche

Délibération 2.2 – Critères généraux d'exonération des droits d'inscription et délégation de pouvoir

Exposé des motifs :

Considérant que l'article 16 alinéa 2 et 3 de l'arrêté du 25 juillet 2017 dispose que « *les étudiants peuvent être exonérés de tout ou partie du paiement de ces droits dans les conditions prévues à l'article R.719-50 du code de l'éducation. Les décisions d'exonération sont prises par le directeur de l'établissement, en application de critères fixés par le conseil d'administration et dans la limite des 10 % des étudiants inscrits [...]* » ;

Considérant que l'article R.719-50 du code de l'éducation, modifié par le **décret n° 2019-344 du 19 avril 2019**, énonce que « *peuvent en outre bénéficier d'une exonération du paiement des droits d'inscription :*

1° les étudiants qui en font la demande en raison de leur situation personnelle, notamment les réfugiés et les travailleurs privés d'emploi ;

2° Les étudiants dont l'inscription répond aux orientations stratégiques de l'établissement.

L'exonération peut être totale ou partielle » ;

Considérant qu'il appartient au Conseil d'administration de fixer les critères généraux et les orientations stratégiques relatifs à l'exonération des droits d'inscription afférents à la préparation d'un diplôme national de l'enseignement supérieur agricole et universitaire délivré par l'établissement au bénéfice des étudiants, dans la limite des 10 % des étudiants inscrits ;

Considérant que ce plafond des 10 % des étudiants inscrits, conformément à l'article R.719-50-1 du code de l'éducation, n'est pas applicable pour les exonérations accordées aux étudiants :

1° En application d'un accord conclu entre l'établissement concerné et un autre établissement conformément à l'article L.123-7-1 du code de l'éducation ;

2° Dans le cadre d'un programme européen ou international d'accueil d'étudiants en mobilité internationale ;

3° Qui suivent un enseignement à distance depuis un Etat situé hors de l'Espace économique européen ;

4° Qui suivent un enseignement dispensé dans un établissement étranger en application d'une convention conclue avec un établissement français ;

5° Hospitalisés ou détenus dans un établissement pénitentiaire ou un établissement de santé habilité à recevoir des détenus et suivant un enseignement à distance.

Considérant que ne sont pas concernés les étudiants bénéficiaires d'une bourse d'enseignement supérieur accordée par l'Etat et les pupilles de la Nation qui sont, de plein droit, exonérés du paiement des droits d'inscription conformément à l'article R.719-49 du code de l'éducation ;

Considérant que, dans le cadre de mobilités d'étudiants en doubles diplômes avec des partenaires internationaux, la durée des études est rallongée d'une année, ce qui représente pour les étudiants un investissement financier assez conséquent.

Considérant que la mise en place de l'état d'urgence sanitaire a eu un impact sur la réalisation de stages de fin d'études qui devront, pour certains d'entre eux, être effectués sur l'année universitaire suivante ;

Considérant que l'Institut national d'études supérieures agronomiques de Montpellier (Montpellier Sup Agro) et l'Institut national supérieur des sciences agronomiques, agroalimentaires, horticoles et du paysage (AGROCAMPUS OUEST) ont pris, avant leur regroupement, une délibération fixant ces critères généraux.

Il convient que l'Institut Agro prenne une nouvelle délibération pour fixer ces critères généraux sur l'ensemble de l'Institut. Il est donc proposé au Conseil d'administration de se prononcer sur les critères généraux d'exonération des droits d'inscription.

ADOPTÉ : à l'unanimité des membres présents ou représentés

Délibération n°2.2

Objet : Critères généraux d'exonération des droits d'inscription et délégation de pouvoir

Vu le code de l'éducation et notamment ses article R.719-49, R.719-50 et R.719-50-1 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment son article R.812-24 ;

VU le décret n°2019-1459 du 26 décembre 2019 relatif à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement et notamment son article 9 ;

Vu l'arrêté du 25 juillet 2017 fixant le montant des droits de scolarité dans les établissements d'enseignement supérieur agricole publics pour les années universitaires 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020 et notamment son article 3 et son article 16 alinéa 2 et 3 ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2019 relatif aux droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Le Conseil d'administration provisoire de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 19 juin 2020, approuve les critères généraux et les orientations stratégiques relatifs à l'exonération des droits d'inscription, afférents à la préparation d'un diplôme national de l'enseignement supérieur agricole et universitaire délivré par l'établissement, suivants :

Article 1 : Peuvent être exonérés totalement ou partiellement de leurs droits d'inscription, sur leurs demandes, les étudiants bénéficiant du statut de réfugiés ou de la protection subsidiaire ou dont le père, la mère ou le tuteur légal bénéficie de ce statut ou de cette protection sur décision du directeur général.

Article 2 : Peuvent être exonérés totalement ou partiellement de leurs droits d'inscription, sur leurs demandes, les étudiants ayant la qualité de travailleur privé d'emploi sur décision du directeur général.

Article 3 : Peuvent être exonérés partiellement de leurs droits d'inscription, sur leurs demandes, les étudiants en mobilités internationales en double diplôme avec des partenaires internationaux nécessitant un allongement de la durée des études en raison de leurs situations personnelles particulières au sens de l'article R.719-50 du code de l'éducation et sur décision du directeur général ;

Article 4 : Afin de renforcer l'attractivité des masters de l'Institut Agro à l'international, peuvent être exonérés partiellement de leurs droits d'inscription, sur leurs demandes, les étudiants extracommunautaires inscrits en première année de master et deuxième année de master et à la préparation d'un diplôme national d'œnologie (1^{ère} et 2^{ème} année) sur décision du directeur général. L'exonération ramène les droits d'inscription à hauteur des droits acquittés par les étudiants nationaux et communautaires.

Article 5 : Peuvent être exonérés partiellement ou totalement de leurs droits d'inscription et/ou de leurs frais pédagogiques tel que prévu dans la convention de partenariat avec un établissement étranger, les étudiants en double diplôme ingénieur ou master pour une ou plusieurs années de leur cursus sur décision du directeur général.

Article 6 : Peuvent être exonérés totalement ou partiellement des droits d'inscription, sur leurs demandes, les étudiants ingénieurs qui souhaitent se réinscrire en 3ème et dernière année en vue de réaliser un stage de fin d'études qui n'a pu être réalisé durant l'année universitaire 2019-2020 avec la mise en œuvre de l'état d'urgence sanitaire constituant des situations personnelles particulières au sens de l'article R.719-50 du code de l'éducation et sur décision du directeur général ;

Article 7 : Peuvent être exonérés totalement ou partiellement des droits d'inscription et des frais de formation, sur leurs demandes, les étudiants en masters qui souhaitent se réinscrire en 2ème année (M2) en vue de réaliser un stage de fin d'études qui n'a pu être réalisé durant l'année universitaire 2019-2020 avec la mise en œuvre de l'état d'urgence sanitaire constituant des situations personnelles particulières au sens de l'article R.719-50 du code de l'éducation et sur décision du directeur général ;

Article 8 : Peuvent être exonérés totalement les étudiants bénéficiaires d'une aide spécifique annuelle du ministère en charge de l'agriculture.

Article 9 : Les décisions d'exonérations partielles et totales ne pourront dépassées le seuil de 10% des étudiants inscrits dans l'établissement à l'exception des cas mentionnés aux articles R.719-49 et R.719-50-1 du code de l'éducation non soumis à cette disposition.

Article 10 : Le directeur général rend compte chaque année au conseil d'administration des exonérations accordées.

Fait le 19 juin 2020.

**Le Président du Conseil d'administration provisoire
Dominique Chargé**

Signature D. Chargé

La présente délibération est classée au recueil des délibérations de l'établissement et est publiée sur le site internet des écoles internes.
En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif de Paris peut être saisi par voie de recours formé contre cette délibération et ce dans un délai de deux mois à compter de sa publication.